

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DES 10 et 17 JUIN 2012 (6<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup> ET 15<sup>e</sup> CIRCONSCRIPTIONS DE PARIS)

# PROGRAMME

DES CANDIDATS DU FRONT DE GAUCHE  
DANS LE 20<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT DE PARIS

*l'humain  
d'abord*

**c'est possible  
dans le 20<sup>e</sup>**

**FRONT  
DE GAUCHE**

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, PARTI DE GAUCHE, GAUCHE UNITAIRE,  
FÉDÉRATION POUR UNE ALTERNATIVE SOCIALE ET ECOLOGIQUE,  
RÉPUBLIQUE ET SOCIALISME, CONVERGENCES ET ALTERNATIVE,  
PARTI COMMUNISTE DES OUVRIERS DE FRANCE, GAUCHE ANTICAPITALISTE

# SOMMAIRE

- Introduction .....	p. 3
- Logement : Construire en Ile-de-France pour résoudre la pénurie et continuer la dynamique dans le 20 <sup>e</sup> .....	p. 5
- Aménager le 20 <sup>e</sup> : les couvertures du périphérique, l'enjeu majeur du Plan National de Renouvellement Urbain .....	p. 9
- Transports et déplacements : investir pour l'amélioration des dessertes et des conditions de transport.....	p. 11
- École : donner à tous les enfants du 20 <sup>e</sup> les meilleures conditions d'éducation .....	p. 15
- Santé : Garantir l'accès aux soins pour Tous les habitants du 20 <sup>e</sup> .....	p. 19
- Équipements de proximité : le 20 <sup>e</sup> , comme Paris, est sous-équipé.....	p. 21
- Culture : quelle humanité voulons-nous être? .....	p. 25
- Vivre ensemble .....	p. 27
- Le bien vivre et l'urgence écologique ! .....	p. 33
- Démocratie et citoyenneté : une nouvelle loi pour la démocratie et le budget participatif, pour aller plus loin dans le 20 <sup>e</sup> .....	p. 35
- Soutenir la vie associative et l'éducation populaire ! .....	p. 37
- Comment financer ? .....	p. 39

---

Ce programme a été élaboré par les composantes du Front de Gauche, Parti communiste français, Parti de gauche, Fédération pour une alternative sociale et écologique, Gauche unitaire et Gauche anticapitaliste, ainsi que de nombreux militant-e-s syndicalistes, associatifs et citoyen-ne-s du 20<sup>e</sup>.

C'est une première base de réflexion qui a vocation à évoluer avec toutes celles et ceux qui souhaitent rejoindre l'Assemblée citoyenne du Front de Gauche 20<sup>e</sup>.

Vous pouvez apporter votre contribution en nous envoyant un message à l'adresse suivante : **[programmefrontdegauche20@gmail.com](mailto:programmefrontdegauche20@gmail.com)**

**Retrouvez le programme national du Front de Gauche sur [www.placeaupeuple.fr](http://www.placeaupeuple.fr)**

# INTRODUCTION

« Le Front de Gauche veut démontrer qu'une révolution citoyenne est possible dans ce pays.

Nous ne sommes pas condamnés à subir comme les Grecs ou les Espagnols une succession de plans d'austérité dictés par la troïka du FMI, de l'Union Européenne et de la BCE qui veulent obliger les peuples à payer la crise.

Nous ne voulons pas sacrifier nos droits sociaux et nos services publics pour rembourser des milliards aux banques.

C'est la soumission aux marchés financiers, les réductions d'impôts pour les plus riches et les cadeaux fiscaux aux grandes entreprises (110 milliards par an) qui nous ont plongé dans la crise.

Pour sortir de cette crise, commençons par refuser les politiques d'austérité, en donnant la priorité à une relance de l'activité qui se propose résolument de « produire autrement » en réorientant l'activité économique et les dépenses de l'État vers la satisfaction des besoins sociaux et la préservation de notre écosystème.

La rupture avec les logiques mortifères du système capitaliste et productiviste doit être assumée. Les peuples doivent reprendre les commandes.

C'est d'abord à nous et pas aux marchés financiers ni à la troïka de décider ce que nous voulons comme société.

Avec son programme l'« Humain d'abord » le Front de Gauche propose un changement de vie radical.

Ce programme sera défendu jusqu'au bout par nos élus mais aussi par nos militants dans les luttes sociales.

Nous savons que pour l'appliquer, il nous faudra imposer dans les urnes, dans les institutions de la République et dans la rue un vrai rapport de forces face aux marchés financiers, aux banques, aux grandes entreprises et aux gouvernements ultra-libéraux. Notre détermination est immense !

A travers ce programme, nous voulons développer une radicalité qui se traduira en réformes et en réalisations concrètes à partir des grands principes de justice sociale, de démocratie et d'égalité.

Cela passe par la lutte contre les délocalisations, l'augmentation des minimas sociaux (smic à 1700 euros), la défense de nos salaires, de nos retraites et de notre pouvoir d'achat mais aussi la création d'emplois en CDI et la défense de nos services publics en mettant fin à la RGPP.

Nous voulons décliner la logique de nos propositions du global au local. Nous avons choisi ici de mettre en avant pour l'illustrer certains aspects particulièrement importants de notre projet.

Dans le 20<sup>e</sup> arrondissement, avec ses 200 000 habitants, nous voulons le faire en

répondant aux besoins immenses en termes de logement, d'éducation, de santé, de culture ou de sport, avec des propositions concrètes, localisées. Répondre en priorité aux besoins de la population pour améliorer le vivre-ensemble au quotidien, cela passe par l'amélioration de nos services publics et le développement des emplois en CDI. C'est la clé pour nous construire un avenir meilleur.

Tout ce que nous proposons est possible, comme a été possible une évolution de la politique municipale dans le 20<sup>e</sup> depuis 10 ans, à laquelle les militant-e-s et élu-e-s du Front de Gauche ont beaucoup contribué. Si le bilan n'a pas été toujours à la hauteur de nos attentes, force est de constater que les moyens existent, et nous vous détaillons précisément comment les mobiliser. Si l'histoire du 20<sup>e</sup> est marquée par les luttes et les conquêtes sociales, notre arrondissement a été le premier à voir se lever un espoir à gauche à Paris, un espoir qui a permis de faire évoluer la politique de la capitale.

Seul un renforcement du Front de Gauche, par l'augmentation du nombre de nos élus, nous permettra de peser davantage encore pour imposer une vraie rupture avec les politiques actuelles.

Faisons du 20<sup>e</sup> arrondissement une terre d'expérimentation sociale pour démontrer qu'il est possible ici et maintenant de changer la vie et d'améliorer le vivre-ensemble en donnant la priorité aux besoins sociaux, au développement des services publics et des pratiques démocratiques. Et ce avec le vote pour les candidat-e-s du Front de Gauche aux élections législatives, pour un avenir meilleur pour notre pays, pour notre 20<sup>e</sup> et pour chacune et chacun d'entre nous. »



# 1

## LOGEMENT

### **Construire en Ile-de-France pour continuer la dynamique dans le 20<sup>e</sup> touché de plein fouet par la pénurie de logements**

400 000 familles sont en attente d'un logement social en Ile-de-France, 120 000 à Paris, dont 11 200 dans le 20<sup>e</sup>.

Le nombre de sans domicile fixe est en augmentation, l'État n'applique pas la loi DALO : la situation du logement dans le 20<sup>e</sup> comme dans toute la région est toujours plus dramatique.

La pénurie est massive, puisqu'il manque 500 000 logements dans notre région. Et qui dit pénurie, dit augmentation vertigineuse des prix : +150% pour le prix de vente des appartements dans le 20<sup>e</sup> en 10 ans, avec plus de 7 000 € par m<sup>2</sup>. Et à la location, depuis 2003, +35% et des loyers moyens de 20€ le m<sup>2</sup> dans le parc privé.

**Les objectifs : diviser par deux les prix de vente dans le 20<sup>e</sup>, réduire les loyers de 40%, réquisitionner les logements vides**

La solution : construire 100 000 logements par an, en Ile-de-France, au lieu de moins de 40 000 aujourd'hui, dont beaucoup de logements sociaux (50 000 par an). Résoudre la pénurie de logements permettra à terme de diviser par deux les prix de vente des logements et de 40% ceux des loyers, pour que notre arrondissement redevienne accessible à toutes les populations.

Pour relancer la construction, le Front de Gauche propose de donner à chaque commune des objectifs de construction, en particulier sociale, et d'augmenter de façon importante les dotations des communes qui construisent, pour financer les équipements publics nécessaires. En s'appuyant sur la loi SRU, mais également en revalorisant le Livret A et l'aide à la pierre, totalement détournés ou supprimés par le gouvernement de droite. *A contrario*, les maires qui ne construisent pas et ne respectent pas les objectifs en matière de création de logements sociaux doivent être lourdement sanctionnés.

Construire est bien la solution à terme, mais il faut aussi des mesures immédiates. Le Front de Gauche propose de baisser les prix des loyers par l'encadrement à la baisse

des prix de ventes des appartements et des loyers avec des prix plafonds, d'appliquer enfin la loi de réquisition des logements vacants et d'interdire les expulsions locatives. Nous engagerons un grand programme de rénovation thermique des bâtiments « passoires » afin d'accélérer les programmes déjà engagés par la Ville de Paris pour lutter contre l'insalubrité et la précarité énergétique.

L'habitat, ne se limite pas seulement à l'appartement, mais inclut l'environnement de proximité des habitant-es. Nous exigerons des bailleurs un entretien et des réhabilitations régulières des parties communes. L'ensemble de ces exigences sont à la fois sociales et écologiques.

### **Augmenter la part de logement social dans le 20<sup>e</sup>, en répondant aux besoins des jeunes, et des plus fragiles**

Si Paris et le 20<sup>e</sup> arrondissement ne pourront apporter qu'une contribution marginale en terme de terrains disponibles à construire, il reste encore beaucoup à faire notamment pour le logement social, en terme de qualité et d'adéquation entre la demande et la taille des logements à construire, notamment les grands logements si rares et si recherchés lorsque la famille s'agrandit.

Au niveau parisien, nous devons bien sûr, passer le seuil des 20% de logements sociaux qui seront atteints en 2014 et aller jusqu'à 30% à terme.

Pour le 20<sup>e</sup>, les élu-e-s communistes et du Parti de Gauche ont obtenu que pour la période 2008-2014, la municipalité du 20<sup>e</sup> se donne pour objectif de créer 5 000 nouveaux logements sociaux dans notre arrondissement, pour porter de 26 à 32% la part de logements sociaux.

Mais l'effort devra aussi porter sur les arrondissements du centre et de l'ouest parisien, l'est parisien contribuant déjà très largement à la création de logements sociaux et familiaux.

Atteindre ces seuils ne signifie pas une finalité indépassable. Il y a aussi beaucoup à faire pour les logements dits spécifiques (étudiants, jeunes travailleurs, personnes âgées, travailleurs migrants).

### **Logements sociaux pour les jeunes travailleurs, les étudiants et les personnes âgées**

10 000 étudiants vivent dans le 20<sup>e</sup>, et pourtant en 2001 il n'y avait aucun logement social étudiant. Il y en aura 500 en 2014, c'est un début mais très insuffisant pour répondre à la demande. Le même constat vaut pour les foyers de jeunes travailleurs : 260 places en 2001, 720 en 2014, ou pour les résidences de personnes âgées : 950 chambres actuellement.

Les jeunes en particulier sont obligés de quitter le 20<sup>e</sup> dès qu'ils veulent devenir indépendants.

Nous estimons que le 20<sup>e</sup> doit se doter à terme d'au moins 2 000 logements sociaux étudiants, 1 500 logements en foyers de jeunes travailleurs, 1 500 places en résidences pour personnes âgées.

Cet objectif est réalisable en utilisant les terrains qui seront dégagés grâce aux opérations de couverture du périphérique (Porte de Montreuil, Porte des Lilas, Porte de Vincennes) et de renouvellement urbain (Python-Duvernois) et en acquérant tous les immeubles adaptés à ce type de logements.

### **Foyers de Travailleurs Migrants (FTM)**

La réhabilitation de ces foyers doit permettre à tous les résidents actuels de bénéficier enfin d'un logement digne. Les résidences sociales envisagées doivent intégrer des espaces collectifs, permettre aux locataires d'accéder aux mêmes droits que tout locataire de logement social et les loyers devront être revus à la baisse.

### **Foyers d'Accueil Médicalisé (FAM)**

Un énorme rattrapage reste aussi à faire pour la construction de Foyers d'Accueil Médicalisé (FAM) pour les personnes en situations de handicap et pour la mise en accessibilité de davantage de logements sociaux pour les personnes à mobilité réduite.

### **Accueil des femmes victimes de violences**

Augmenter le nombre de logements pour accueillir des femmes victimes de violences est indispensable. Cela manque cruellement à Paris et dans notre arrondissement.

- **Blocage et baisse des loyers**
- **Réquisition des logements vides**
- **Pas d'expulsion sans relogement**
- **Rééquilibrage de l'effort de construction sur le territoire parisien**
- **Construction et réhabilitation massive de logements en Ile-de-France pour enrayer la pénurie en créant des dizaines de milliers de logements sociaux supplémentaires à Paris, dont plusieurs milliers dans le 20<sup>e</sup> et diviser par deux les prix de vente**
- **Lutte contre l'insalubrité et la précarité énergétique**

## **Le logement est la priorité du Front de Gauche à Paris**



De vastes espaces Porte de Montreuil.

Couverture du périphérique Porte des Lilas



# 2

## AMÉNAGER LE 20<sup>e</sup>

### Les couvertures du périphérique, l'enjeu majeur du Plan National de Renouvellement Urbain

La couverture du périphérique de la Porte des Lilas n'est pas arrivée par hasard : c'est le résultat d'un choix de l'État et du Conseil Régional décidé en 2000, inscrivant ce projet au contrat de plan État-Région 2000-2006. A ce moment là, l'État comme la Région étaient à gauche, et un ministre communiste était en charge de l'aménagement urbain. Cette couverture du périphérique a permis de créer un nouveau quartier, des emplois, des logements et de très nombreux équipements publics : un projet exemplaire à l'échelle parisienne.

Après la présidentielle de 2007, le gouvernement a tout simplement décidé de ne plus financer du tout la couverture du périphérique.

C'est pourquoi les projets de couverture du périphérique Porte de Montreuil et Porte de Vincennes n'ont pas avancé au même rythme.

Pour ces deux projets urbains majeurs pour le 20<sup>e</sup>, un groupe parlementaire Front de Gauche fort à l'Assemblée nationale, avec de nombreux députés, est donc essentiel pour exiger la relance de ces programmes de couverture du périphérique. C'est une exigence sociale et écologique !

#### **Il faut couvrir le périphérique Porte de Vincennes et Porte de Montreuil**

Porte de Vincennes, une couverture, en particulier au sud et au nord de la rue de Lagny, permettra de créer un lien entre les deux rives du périphérique, des grands espaces verts et des équipements sportifs. Des équipements publics, des locaux d'activités et des bureaux pourront être construits de part et d'autre.

Porte de Montreuil, la couverture du périphérique permettra de renforcer le pôle d'emploi du bas-Montreuil et de construire des équipements publics et des logements, en particulier des logements spécifiques (étudiants, jeunes travailleurs, personnes âgées).

## **Engager une deuxième phase beaucoup plus ambitieuse du Plan National de Renouvellement Urbain (PNRU) dans le 20<sup>e</sup> est indispensable pour les quartiers Saint-Blaise, Python-Duvernois et Amandiers**

### **Quartier St Blaise**

Dans le cadre de la première phase du Grand Projet de Renouvellement Urbain du quartier Saint-Blaise, l'Agence Nationale de Renouvellement Urbain (ANRU) n'a accordé pour l'instant que très peu de crédits pour réaménager le 20<sup>e</sup>.

Il faut aller plus loin, et engager la deuxième phase du projet d'aménagement de l'îlot du Clos. Puisque la Ville de Paris a décidé de construire une nouvelle école boulevard Davout, profitons de cette nouvelle phase de travaux pour réaménager l'ensemble de l'îlot.



**Quartier Saint-Blaise.**

### **Quartier Python-Duvernois**

Il faut inscrire l'ensemble du quartier Python-Duvernois dans le PNRU, au-delà du projet de démolition-reconstruction d'une première tranche de 125 logements, financée par la seule Ville de Paris.

### **Quartier des Amandiers**

Enfin, le quartier Amandiers doit faire partie de cette prochaine phase du PNRU : il reste beaucoup à faire pour réaménager ces espaces publics et ces espaces verts, et créer les équipements publics dont manque le quartier.

Que ce soit la couverture du périphérique Portes de Montreuil et de Vincennes, le renouvellement urbain des îlots Saint-Blaise, de Python-Duvernois ou du quartier Amandiers : une impulsion de l'État permettrait d'accélérer considérablement les choses, comme cela a été le cas Porte des Lilas.

# 3

## TRANSPORTS ET DÉPLACEMENTS

### Investir pour l'amélioration des dessertes et des conditions de transport

**L'avenir des transport à Paris : le métro en banlieue, les bus interquartiers, plus de place pour les cyclistes et les piétons**

Le 20<sup>e</sup> comme le reste de Paris souffre des embouteillages : pertes de temps et dégâts environnementaux. Il suffit de prendre le périphérique le matin entre la Porte des Lilas et la Porte de Vincennes pour le constater. Aux embouteillages routiers s'ajoutent ceux dans les transports en commun, RER, métro ou bus.

Pour le 20<sup>e</sup>, pour Paris comme pour toute l'Ile-de-France, l'urgence est d'investir pour mieux desservir l'ensemble du territoire, pour le droit à la mobilité, pour la réduction massive des émissions de polluants. La proche couronne, densément peuplée, doit bénéficier de la même qualité de desserte que Paris, pour désaturer le trafic automobile dans nos rues et nos avenues. Développer les transports publics c'est mailler le territoire dense de la banlieue en créant de nouvelles lignes de métro, comme celle reliant Villejuif à Val de Fontenay et Rosny-Bois-Perrier. Il s'agit également de désengorger des lignes saturées comme la ligne 13, et engager un grand programme de modernisation des RER.

Pour que les habitants de Montreuil, Romainville, Bagnolet, Vincennes, Fontenay, ... utilisent majoritairement les transports en commun, et pour que les habitants du 20<sup>e</sup> ne soient plus obligés de passer par le centre de Paris pour aller en banlieue, nous devons prolonger toutes les lignes de métro parisiennes jusqu'à ce nouveau « A86 en métro ». Par exemple la ligne 1 jusqu'à Val-de-Fontenay, la ligne 9 jusqu'à Rosny sous-Bois et la ligne 11 jusqu'à Rosny-Bois-Perrier.

**Encore des investissements à réaliser dans le 20<sup>e</sup>**

Dans le 20<sup>e</sup> lui-même, avec le tramway va être mise en service une nouvelle infrastructure de rocade. Il reste encore un investissement à lancer : relier les lignes 3bis et 7 bis qui rendraient ces deux petites lignes plus attractives. Et à terme, pourquoi ne pas ouvrir le débat sur l'implantation d'une ligne de tram-

way sur la petite ceinture entre la Porte de Vincennes et la nouvelle gare Rosa Parks sur le RER E dans le 19<sup>e</sup>, tout à fait compatible avec la création d'une coulée verte sur les terrains bordant la ligne ?

La mise en œuvre de tous ces investissements dépend de la volonté de l'État : des financements ont pu être trouvés pour réaliser la rocade de métro autour de Paris. Il faut en mobiliser d'autres pour accélérer la réalisation des prolongements de métro attendus depuis des décennies. Les taxes locales sur les bureaux, locaux commerciaux et de stockage, doivent être revues et modernisées pour obtenir de nouvelles ressources.

### **Il reste beaucoup à faire pour les bus**

Les élus communistes et du Parti de Gauche du 20<sup>e</sup> ont permis l'adoption d'un vœu afin que soit étudié le passage en bus articulés des bus 26, 60 et 96. Cette possibilité est maintenant étudiée par la RATP. Il faut que le Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF) ait les moyens de mettre en place ces bus en grande capacité, qui amélioreraient beaucoup le confort des voyageurs, et cela passe en partie par une décision de l'État. Nous défendons l'harmonisation des tarifs et l'augmentation du versement transport que doit décider la prochaine majorité parlementaire pour permettre au STIF d'avoir les ressources nécessaires au développement et à l'entretien des réseaux.

Et il ne faut pas oublier les autres bus du 20<sup>e</sup> : les 61, 69, 57 ou 48, dont la fréquence devrait être augmentée de façon très conséquente pour répondre aux besoins. Enfin, les lignes existantes doivent être prolongées afin d'améliorer la desserte des quartiers périphériques, en particulier la ligne 69 pour desservir les quartiers Surmelin et Fougères.

### **Pour des tarifs accessibles à tous, avec une zone unique à 60 €**

De nouvelles ressources du STIF, consécutives à une décision nationale, ne permettront pas seulement d'augmenter l'offre de transport. C'est également indispensable pour réaliser la vraie révolution des tarifs : une zone unique pour l'ensemble de l'Ile-de-France, à 60 € comme l'a proposé le Front de Gauche lors des élections régionales. Depuis nous avons réussi à convaincre nos partenaires de gauche que c'est la bonne solution. Reste à obtenir sa mise en place !

### **L'accessibilité aux personnes handicapées et à mobilité réduite**

Les transports collectifs parisiens ne sont que très partiellement accessibles à toutes les personnes à mobilité réduite et malgré les progrès des lignes de bus et de R.E.R., le métro reste quasiment totalement inaccessible, ce qui est discriminatoire envers les personnes à mobilité réduite.

L'égalité des droits ne doit plus s'arrêter dès la première marche rencontrée. Le Front de Gauche se mobilise pour faire évoluer le service P.A.M., nouvelle appellation "Pour l'Aide à la Mobilité". Il doit être un véritable service public géré en régie directe, et non par des entreprises privées à la recherche du profit maximum, et proposer les mêmes tarifs que les autres réseaux de transports collectifs.

### **Plus de place pour les cyclistes et les piétons**

La part du vélo dans les déplacements à Paris n'est encore que de 3%, et elle peut et doit encore fortement augmenter. L'État n'a pour l'instant pratiquement aucune politique vélo : il doit mettre en place une ressource spécifique pour aider les collectivités à financer des aménagements cyclables. Dans le 20<sup>e</sup>, il faut réaliser plusieurs liaisons est-ouest avec des rues aménagées en priorité pour les piétons et les vélos. Il faut également développer les cœurs de quartier piétonniers pour redonner à la marche toute sa place : autour de la place Gambetta, dans le bas-Belleville, dans les quartiers Réunion et Saint-Blaise ...

**Doter la ligne 26 de bus articulés.**





Animation à l'école Olivier Métra.

Une place en crèche pour tous les enfants du 20<sup>e</sup>.



# 4

## ÉCOLE

### **Donner à tous les enfants du 20<sup>e</sup> les meilleures conditions d'éducation**

Le 20<sup>e</sup> a beaucoup de classes surchargées, plus de la moitié dans des écoles en Zone d'Education Prioritaire (ZEP)

Classes surchargées, enseignants malades non remplacés : la dégradation des conditions d'enseignement dans le 20<sup>e</sup> est connue de très nombreux parents et enseignants du 20<sup>e</sup> .

Pour beaucoup d'enfants les difficultés apparaissent dès l'école, et ne se rattrapent que très difficilement ensuite. Dans le 20<sup>e</sup>, 46 de nos 75 écoles (comprenant actuellement 595 classes ouvertes) sont situées en zones d'éducation prioritaire ou font partie d'un réseau d'éducation prioritaire. 8 600 élèves sur 14 400 y sont scolarisés. Pour de bonnes conditions d'éducation, il faudrait en moyenne 20 élèves par classe en ZEP et 25 dans les autres secteurs. Dans le 20<sup>e</sup>, nous en sommes loin, avec des classes très chargées en maternelle et en élémentaire en ZEP.

Un critère important est également le nombre d'enfants scolarisés à deux ans, très favorable pour l'apprentissage. Il était de 34% au niveau national en 2007 avant la saignée infligée par la droite à l'Education Nationale. Dans le 20<sup>e</sup>, il est pratiquement de 0%.

Il faut aussi le rétablissement de tous les postes de RASED, supprimés par la droite et nombreux dans le 20<sup>e</sup> , indispensables pour aider les élèves en difficulté.

**Il faut ouvrir 100 classes supplémentaires dans le 20<sup>e</sup> pour offrir à tous les enfants de bonnes conditions d'éducation**

Pour baisser le nombre d'élèves dans les classes, il faudrait ouvrir 70 nouvelles classes, dont la moitié en maternelle et la moitié en élémentaire. Pour scolariser au moins un enfant de deux ans sur trois, en priorité dans les ZEP, il faudrait ouvrir 30 classes supplémentaires soit globalement 100 classes de plus dans le 20<sup>e</sup>.

## **5 nouvelles écoles à construire, et plusieurs autres à réaménager et agrandir pour accueillir plus d'enfants**

Il faut répondre au plus vite à ces revendications, construire ces écoles, et bien sûr aller plus loin. Les locaux actuellement disponibles permettraient d'absorber environ 30 nouvelles classes sur les 100 à créer. Il faut donc prévoir la construction d'écoles nouvelles ou l'extension d'écoles existantes pour accueillir 70 classes de plus, soit l'équivalent de 7 à 8 écoles supplémentaires.

**C'est un défi à l'échelle de l'urbanisme de l'arrondissement. Un défi que les élus communistes et du Parti de Gauche ont prévu d'affronter : ils ont contribué à faire réserver dans le plan local d'urbanisme de Paris de nombreux terrains, pour créer de nouveaux équipements publics dans le 20<sup>e</sup>, et se mobilisent en ce début d'année 2012 pour en obtenir encore d'autres.**

Mais il nous faut également les enseignants, recrutés par l'État, et les locaux où ils pourront enseigner. Aujourd'hui, nous constatons par exemple une sur occupation des écoles dans tout le nord-est de l'arrondissement, de la place Gambetta à la Porte des Lilas.

Les parents d'élèves et les enseignants demandent l'extension de l'école Tourelles, la plus surchargée, et la construction d'une autre école dans le nord-est du 20<sup>e</sup>, avec le soutien des élus communistes et du Parti de Gauche.

L'école, c'est aussi le personnel scolaire de la Ville de Paris qui accompagne les enfants et les jeunes dans leur développement. Agents spécialisées des écoles maternelles, agents des cantines, agents techniques des écoles, animateurs. Ce personnel souvent précaire et peu valorisé doit être renforcé en effectifs et stabilisé en emploi. Composé à 80 % de femmes, ces employé(e)s sont indispensables au bon fonctionnement de l'école et des centres de loisirs.

Nationalement, nous aurons besoin d'un maximum de députés du Front de Gauche pour rétablir l'ensemble des 80 000 postes supprimés par N. Sarkozy, engager un plan massif de recrutement et titulariser l'ensemble des précaires. Il faudra mettre un terme à l'autonomie des établissements, organiser la formation des personnels, initiale et continue, réarticuler la recherche en pédagogie et la réflexion sur les pratiques, donner aux parents d'élèves et à leurs associations représentatives toute leur place dans les débats sur l'école, inventer de meilleures articulations entre l'école et les associations d'éducation populaire.

Et en ce qui concerne les compétences de la Ville de Paris, nous devons continuer à exiger :

- la fin des financements facultatifs aux écoles privées. Argent public à écoles publiques !
- la création d'une véritable filière pour les personnels des centres de loisirs, avec des formations à la clé, une titularisation des précaires, le renforcement des centres ressources, l'augmentation des moyens alloués aux sorties pédagogiques
- la titularisation et la revalorisation des salaires des personnels catégorie C (Les gardiens , les agents spécialisés des écoles maternelles (ASEM), les agents techniques des écoles (ATE), les cantinières).
- l'augmentation des moyens et des ouvertures de postes au concours des Professeurs Ville de Paris, qui jouent un rôle fondamental dans l'éducation artistique et sportive.

#### Les parents d'élèves à l'école du Clos.





Manifestation de défense du centre IVG de Tenon.

# 5

## SANTÉ

### **Garantir l'accès aux soins pour tous les habitants du 20<sup>e</sup>**

Pour cela il faut une volonté forte de sortir de la marchandisation de la santé que l'on tente de nous imposer en détruisant les établissements publics. Les députés du Front de Gauche abrogeront la loi Hôpital Patients Santé Territoires, la tarification à l'activité et les franchises médicales.

Seul le service public accueille sans conditions lorsqu'un accident de la vie nous atteint. L'hôpital public est d'autant plus essentiel quand de nombreux habitants sont en situation de précarité.

Il faut aussi une volonté très forte de combattre les inégalités sociales de santé, particulièrement injustes et injustifiables en 2012. 68 % des français jugent que leur budget santé a sensiblement augmenté depuis deux ans, en particulier les plus de soixante ans, tandis que 30 % d'entre nous renoncent aux soins devant les difficultés d'accès ou les délais de prise en charge et de remboursement, ce qui est énorme et inadmissible.

Nous proposons plusieurs mesures nationales basées sur le principe de la qualité pour tous, avec un accès aux structures de soins de proximité. La création de centres de santé garantira l'accès aux soins à tous et assurera un rôle de prévention qui n'est que très partiellement assuré actuellement.

Un programme public et national de santé bucco-dentaire sera engagé, visant en priorité les jeunes, les précaires et les personnes âgées ou handicapées qui n'ont souvent plus les moyens de bénéficier de soins dentaires de qualité. Nous rétablirons les remboursements à 100 %, pour en finir avec les déremboursements de soins et les forfaits hospitaliers.

#### **Quel est l'état du système de santé dans le 20<sup>e</sup> ?**

Dans le 20<sup>e</sup>, il y a moins de 7 médecins généralistes pour 10 000 habitants, ce qui est en dessous de la moyenne nationale. Les médecins spécialistes y sont 7 fois moins nombreux que dans les arrondissements les plus aisés de Paris (et que dire des gynécologues !) et plusieurs structures de santé ou médico-psychologiques ont fermé ces dernières années. Des dizaines de milliers d'habitants du 20<sup>e</sup> n'ont plus

les moyens financiers d'accéder aux soins de première nécessité : la renonciation aux soins dentaires et aux frais d'optique en sont les exemples les plus courants.

Les structures de santé publique dans le 20<sup>e</sup> sont encore nombreuses mais elles sont menacées. La situation du centre IVG de l'hôpital Tenon est emblématique : fermé une première fois en 2009, sa réouverture a été obtenue au printemps 2011 après de long mois de mobilisation d'un collectif rassemblant usagers-es, personnels, syndicats et élus-es. Une attaque en règle contre l'une des plus grandes conquêtes de la lutte des femmes pour leur autonomie a été repoussée.

Nous abrogerons les lois Bachelot et la Loi de 2003 qui ont menacé le centre IVG Tenon et les maternités des Lilas et des Bluets et nous réaliserons les embauches nécessaires pour les hôpitaux publics tel que Tenon.

### **Il faut ouvrir de nouveaux Centres d'assurance maladie**

La situation de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) à Paris est catastrophique. Depuis 2005, 21 centres de la CPAM ont fermé à Paris. 400 emplois ont été supprimés alors même que chaque centre recevait en moyenne 6000 visites par jour. L'afflux d'usagers a eu pour conséquence d'allonger les délais de remboursement.

Ces fermetures sont d'autant plus scandaleuses qu'elles dégradent en priorité les conditions d'accès aux soins des plus vulnérables. Il faut ouvrir de nouveaux centres d'assurance maladie pour garantir un accès de proximité aux remboursements sans retards des soins.

L'ouverture de centres de santé ou centres médico-sociaux de proximité, gérés par la municipalité, la CPAM ou des associations compétentes, redevient une urgence. Ces centres permettent de garantir l'accès aux soins des personnes les plus en difficultés, qui sont les premières touchées par la baisse des remboursements et la cherté des mutuelles.

**Un bel équipement : le Carré de Baudoin rue de Ménilmontant.**



# 6

## ÉQUIPEMENTS DE PROXIMITÉ

### Le 20<sup>e</sup>, comme Paris, est sous-équipé

**La politique nationale doit aider les collectivités à offrir les équipements publics nécessaires à la population**

Paris est une ville riche de longue date, et pourtant à certains égards les parisiens ne sont pas bien lotis. En effet, pour nombre d'équipements publics, Paris est beaucoup moins dotée que la plupart des villes de banlieue et de province : moins de piscines, moins de gymnases, des bibliothèques beaucoup trop petites, pas assez de conservatoires de musique, de maisons de jeunes, de centres sociaux et socio-culturels, de prévention spécialisée, très peu d'espaces verts.

Pourquoi cela ? Tout simplement parce que pendant les 30 ans d'après-guerre Paris a été géré par des préfets, puis 25 ans par une droite qui s'est intéressée à l'image de Paris vis à vis des touristes et aux ambitions élyséennes du Maire Chirac bien plus qu'au bien être des parisiens. Pendant ce temps, en banlieue et en province se construisaient piscines, gymnases, bibliothèques, centres d'animation, centres sociaux, MJC etc. Aujourd'hui, les habitants du 20<sup>e</sup> disposent par exemple de moins d'équipements publics que ceux des Lilas, du Pré Saint Gervais ou de Bagnolet, de Marseille, Lyon ou Bordeaux .

Il faut un plan de rattrapage pour Paris, et en particulier pour le 20<sup>e</sup> dont la population a beaucoup augmenté.

Alors que la droite a matraqué les collectivités locales et leur a supprimé une grande partie de leurs ressources fiscales, le Front de Gauche propose de leur redonner les moyens d'investir, en particulier via une fiscalité sur les entreprises. A Paris, qui regroupe à elle seule le tiers de la surface de bureaux d'Ile-de-France, cette mesure sera particulièrement profitable aux finances de la Ville. Il faut également assumer de recourir plus à l'emprunt. Il n'y a pas que des mauvaises dettes. Investir dans des services publics, c'est léguer aux générations futures une meilleure qualité de vie solidaire et écologique !

Avec le Front de Gauche, nous créerons nationalement un pôle public bancaire afin de permettre aux collectivités d'emprunter sans engraisser les marchés financiers.

## **Il faut vite investir avant que les promoteurs n'aient accaparé les derniers sites restants**

Cela donnera à la Ville de Paris les moyens d'investir encore plus et mieux pour ses habitants. Elle pourra le faire grâce à ces nouvelles ressources, et en mobilisant ses très grosses marges d'emprunt : Paris est la grande ville la moins endettée de France et de très loin : il faut investir pour répondre aux besoins des Parisiens !

Il faut de plus le faire vite : l'espace disponible est de plus en plus rare pour construire des équipements publics. Si nous n'utilisons pas les parcelles libres rapidement, les promoteurs auront vite fait de les racheter pour en faire de la promotion privée. Et après il sera trop tard.

## **Petite enfance : offrir une place en crèche à tous les enfants du 20<sup>e</sup>**

Une place d'accueil pour tous les enfants de moins de 3 ans qui le demandent : la proposition du Front de Gauche est d'actualité dans le 20<sup>e</sup> où 4 100 familles sont en attente d'une place en crèche. Il en existe 3 100 dans l'arrondissement, et malgré les 1 200 nouvelles places déjà programmées et localisées, il y a encore un effort majeur à faire pour que chaque enfant ait sa place.

Pour cela, il faut créer près de 3 000 places supplémentaires. 600 pourront l'être avec l'ouverture de classes en maternelles pour des enfants de 2 ans, et 2 400 autres devront l'être avec de nouvelles crèches : pas moins de 36 crèches supplémentaires. Un investissement important, et la mobilisation de tous les espaces encore disponibles du 20<sup>e</sup> est nécessaire, dont une quinzaine sont déjà identifiés.

Une place en crèche pour tous les enfants, ce devrait être un droit élémentaire. Dans le 20<sup>e</sup>, nous pouvons le mettre en œuvre, grâce à une politique volontariste de l'État qui accompagnera celle de la Ville.

Mais il faut que la politique municipale en matière de créations de postes suive ! Les élu-e-s communistes et du Parti de Gauche mènent pour cela les batailles et relaient les revendications des syndicats et des familles pour la création de postes en nombre pour que l'accueil soit de qualité !

Aussi, ils exigent que la Ville cesse de financer des crèches confessionnelles privées. L'argent public est pour les structures d'accueil accueillant tous les publics, avec un accueil professionnel garant de l'éveil et de l'émancipation de la petite enfance. La laïcité, nous en avons tous besoin ! Ils exigent également que l'on cesse d'avoir recours aux marchés d'appel d'offre. Les services à la petite enfance, comme l'ensemble des structures médicosociales ne doivent pas être considérés comme des activités économiques parmi d'autres. Pas de place aux logiques de profit là où l'accueil, l'accompagnement, l'éveil ou le soutien à la personne humaine sont essentiels !

## **Le sport pour tous : il faut 3 piscines et 10 gymnases de plus dans le 20<sup>e</sup>**

Nous n'avons que deux piscines, soit 0,75 m<sup>2</sup> d'eau par 100 habitants alors que le Ministère des Sports juge qu'il en faut au moins 2m<sup>2</sup> pour 100 habitants. Pour atteindre ce niveau (largement dépassé par les communes voisines), il faut donc construire trois autres piscines dans le 20<sup>e</sup> : une à côté du bassin-école Louis Lumière, une sur le TEP Lagny, et une sur le TEP des Cendriers.

La dizaine de gymnases du 20<sup>e</sup> existants ou en projet sont également très loin de pouvoir répondre à la demande des lycées et collèges du 20<sup>e</sup> et aux associations sportives. Il en faudrait 10 autres.

Les associations sportives doivent également être plus fortement soutenues financièrement et dans leur accès aux équipements pour garantir une offre citoyenne aux activités sportives, pour toutes et tous et partout.

## **Des équipements pour la jeunesse dans tous les quartiers du 20<sup>e</sup>**

Pour les 200.000 habitants du 20<sup>e</sup>, notamment pour la jeunesse nombreuse, chaque quartier devrait disposer de centres d'animation, centres socio-culturels, d'équipements à vocation sociale ou culturelle à disposition des enfants, jeunes, adultes, personnes âgées, ou assurant une animation globale et familiale ouverte sur le quartier.

Le 20<sup>e</sup> compte d'ores et déjà un certain nombre de ces équipements, avec 2 centres d'animation, 8 centres sociaux, 2 MJC, 4 antennes jeunes et de nombreuses associations dynamiques. Deux nouveaux centres d'animation ouvriront d'ici 2014. Il faut poursuivre cet effort d'ouverture d'équipements de proximité en donnant la priorité à des équipements multidisciplinaires à vocation d'animation globale, notamment dans le sud d'arrondissement qui reste très mal doté.

L'élaboration d'une politique globale et cohérente en la matière impliquera de repenser sérieusement le soutien aux associations culturelles (de professionnels et amateurs), de jeunesse et d'éducation populaire.

## **Espaces verts : L'Établissement public Réseau Ferré de France (RFF) doit rétrocéder gratuitement les terrains de la petite ceinture à la Ville de Paris**

Les habitants du 20<sup>e</sup> disposent de moins de 2m<sup>2</sup> d'espace verts par habitant alors qu'il en faudrait 10 m<sup>2</sup> pour être en conformité avec les normes nationales. Toutes les opportunités doivent être donc utilisées pour en créer de nouveaux.

Il en existe une très importante, qui dépend directement de l'État et d'un changement de majorité : la petite ceinture. Ces terrains appartiennent à RFF. Ils doivent être cédés gratuitement à la Ville de Paris, pour qu'elle crée une véritable coulée verte de plusieurs hectares dans le 20<sup>e</sup>.

Il faut également utiliser toutes les opportunités qui existent pour créer des petits jardins au cœur des quartiers, y compris sur les toits des équipements publics qui peuvent être végétalisés.

La couverture du périphérique Porte de Vincennes et Porte de Montreuil et le réaménagement de tous les terrains longeant le périphérique dans le cadre du Plan National de Renouveau Urbain doivent permettre la création de nombreux nouveaux espaces verts, comme cela a été réalisé Porte des Lilas, grâce à la première couverture financée par le Contrat de Plan État-Région.

La médiathèque Marguerite Duras, rue de Bagnolet.



# 7

## CULTURE

### Quelle humanité voulons-nous être ?

La culture et l'éducation populaire sont les piliers de l'épanouissement et de l'émancipation personnelle et collective. Le progrès de notre humanité passe par cet appel à cette part plus sensible de chacun d'entre nous en mettant en place les conditions pour stimuler la pensée et l'imaginaire de chacun, en organiser le partage, développer la curiosité et goûter le bonheur de la découverte des œuvres des autres.

Sous l'appellation « Quelle humanité voulons-nous être », le projet culturel du Front de Gauche ne s'adresse pas seulement aux artistes et aux acteurs culturels, mais à l'ensemble des citoyens : il se fixe pour objectif l'instauration d'une véritable démocratie culturelle en mettant la culture au centre de la vie.

Quand la droite a défendu la « culture pour chacun », elle a défendu sa vision de cultures de classe, avec d'un côté une marchandisation conduisant à une inévitable uniformisation et donc à l'appauvrissement de la culture pour le plus grand nombre, et une vision élitiste culturelle pour une minorité.

#### **Une politique active pour la création et un accompagnement d'éducation populaire qui permette l'appropriation sociale de la culture**

Avec le Front de Gauche nous aspirons à une politique culturelle qui soutienne la création, et donc les lieux de création et les artistes, qui permette les rencontres de tous les publics et en tous lieux avec la diversité des créations culturelles, et un accompagnement d'éducation populaire qui permette l'appropriation sociale de la culture.

#### **Un grand débat parisien est urgent, impliquant l'ensemble des acteurs et des citoyens.**

Le 20<sup>e</sup> dispose de nombreux théâtres, troupes théâtrales et de danse, artistes plasticiens et galeries, musiciens, écrivains, nombre d'associations culturelles et événements, mais à quel prix? Sans politique cohérente d'ensemble, chacun de ces acteurs culturels est trop souvent réduit à la solitude et à l'extrême précarité.

Il est urgent selon nous d'organiser les rencontres entre tous les acteurs du monde culturel et les citoyens afin d'élaborer une véritable politique culturelle visant à :

- développer les moyens permettant l'établissement d'artistes en résidence (toutes expressions et domaines artistiques confondus),

- redéfinir en transparence (et augmenter) les modalités de répartition des moyens alloués aux équipements publics et associatifs culturels afin de les pérenniser et d'assurer un réel maillage culturel sur l'ensemble des quartiers,
- engager des moyens publics et en direction de l'éducation populaire pour permettre cette appropriation sociale de la culture par toutes et tous,
- développer l'art dans la rue par le respect des politiques de 1% culturel par des commandes d'œuvre d'art dans toutes les constructions d'équipements publics, et une politique d'achat d'œuvre d'art dans tous les quartiers.

### **Une bibliothèque-médiathèque dans chaque quartier du 20<sup>e</sup>**

Ainsi, pour le 20<sup>e</sup> arrondissement, le succès de la médiathèque Marguerite Duras et de la bibliothèque Louise Michel a démontré qu'il y avait des besoins insatisfaits très importants en termes d'équipements culturels de proximité. Pour atteindre le niveau préconisé par le ministère de la culture (7 m<sup>2</sup> pour 100 habitants), il faudrait que chaque quartier du 20<sup>e</sup> dispose d'une bibliothèque-médiathèque de 1 500 m<sup>2</sup>. Il en reste donc cinq à créer, puisque seuls les quartiers Saint-Blaise et Réunion sont dotés d'établissements assez grands. Une nouvelle bibliothèque est programmée dans le quartier Plaine-Lagny : il convient donc d'en implanter encore quatre autres, dans les quartiers Amandiers-Ménilmontant, Belleville, Gambetta et Pelleport-Télégraphe-Saint-Fargeau (au niveau des rues du Soleil et Pixérécourt).

**Animation à la MJC Les Hauts de Belleville.**



# 8

## VIVRE ENSEMBLE

35% des habitants du 20<sup>e</sup> vivent dans des quartiers populaires dans lesquels la proportion de personnes vivant du RSA est importante et où le niveau de pouvoir d'achat est le plus bas. Ces quartiers tiennent une place importante dans le 20<sup>e</sup> et son histoire, ils ont de tous temps assuré une fonction d'accueil des populations aux origines sociales et nationales les plus variées.

Des quartiers tels que Belleville, Amandiers ou Saint-Blaise ont toujours accueilli les nouveaux arrivants. Aujourd'hui, ce modèle est remis en cause par les politiques profondément xénophobes et discriminantes menées par les gouvernements de droite qui se sont succédés au pouvoir depuis 2002.

Longtemps délaissés par l'action publique, ces quartiers doivent bénéficier de politiques d'aménagement, de réhabilitation du bâti et de revitalisation économique, lesquelles doivent nécessairement s'accompagner du soutien des pouvoirs publics aux projets de développement impulsés par les habitants.

### **Pour une gestion locative au service des locataires**

Il faut en finir avec la réduction ou la privatisation des fonctions de gardiennage et d'entretien. La politique menée depuis plusieurs années a provoqué la dégradation des conditions de vie dans l'habitat social. De bonnes relations entre le personnel, en particulier le personnel de terrain, et les locataires améliorent le climat des cités et les relations de voisinage. Dans le 20<sup>e</sup>, l'implication et la mobilisation de collectifs d'habitants et d'amicales de locataires a plusieurs fois permis aux pouvoirs publics de prendre conscience des dysfonctionnements et d'y apporter les réponses les mieux adaptées.

Une gestion au service des locataires, c'est également le refus de sacrifier le « vivre ensemble » au profit des spéculations immobilières. L'État doit lutter contre les ventes à la découpe qui poussent les ménages aux plus bas revenus à quitter leur logement sans la garantie de pouvoir se reloger à proximité de leur lieu de vie.

### **L'accueil des étranger-e-s**

De nombreux étranger-e-s vivent dans le 20<sup>e</sup>. Ces personnes, pour la majorité d'entre elles, vivent en France depuis de nombreuses années et contribuent pleinement

au « vivre ensemble », Elles participent à la vie économique, sociale et associative et contribuent déjà à la vie citoyenne en étant responsables d'associations, délégués syndicaux, représentant-e-s de parents d'élèves, électeur-trice-s pour la désignation des conseils de prud'hommes, etc.... Parce que la citoyenneté est l'une des composantes du lien social, notamment par l'égalité des droits qui lui est associée, il faut reconnaître le droit de vote et d'éligibilité aux étrangers aux élections locales.

La diversité de la population du 20<sup>e</sup>, comme de la France, est une richesse, citoyenne et culturelle. Avec le Front de Gauche nous en sommes fiers. Mais dans les faits, les pratiques discriminatoires perdurent, voire s'accroissent. Les députés du Front de Gauche s'engageront dans l'adoption d'une grande loi républicaine d'égalité des droits et de lutte contre toutes les discriminations (racistes, xénophobes, sexistes, homophobes/transphobes, à raison d'un handicap ou de l'état de santé, etc.) avant fin 2012.

Nous fonderons un nouveau code de la nationalité, fondé sur le respect intégral et automatique du droit du sol dès la naissance et sur un droit à la naturalisation permettant à tous les étranger-e-s qui le souhaitent d'acquérir la nationalité française au-delà de 5 ans de résidence.

Les actions d'apprentissage du français, largement menées dans le 20<sup>e</sup> par les associations et centres sociaux, doivent être reconnues dans leurs fonctions citoyennes mais également au regard de leur soutien à l'accès aux droits et au travail. Il faut augmenter le soutien de l'État et des pouvoirs publics à la lutte pour l'alphabétisation, en donnant à ces structures les moyens de fonctionner. Cela par un système de financement pérenne permettant la continuité des actions et l'emploi de personnel qualifié et en CDI.

Les parents d'élèves mobilisés avec RESF rue des Pyrénées.



## **Régularisation des travailleurs sans papiers !**

La politique du chiffre du gouvernement en matière d'expulsions a un coût, et non des moindres. Selon un rapport de la Commission des finances du Sénat, chaque expulsion coûte environ 20 000 euros à l'État. En 2011, l'État a procédé à 33 000 expulsions soit 660 millions d'euros. L'État fait bien un choix politique en expulsant des êtres humains qui n'aspirent qu'à vivre décemment.

Il faut mettre fin à la politique inhumaine du gouvernement en régularisant les travailleuses et les travailleurs sans papiers, les jeunes majeurs et les familles d'enfants scolarisés. Certaines personnalités politiques n'hésitent pas à mettre en avant le supposé « coût » des sans papiers pour l'État français. Or, toutes dépenses confondues (retraites, aides au logement, RMI, allocations.. etc.), les travailleurs migrants « coûtent » 47,9 milliards d'euros à l'État alors qu'ils en « rapportent » 60 milliards par leurs impôts et leur cotisations sociales. Les travailleurs migrants rapportent donc plus de 12 milliards d'euros à la collectivité.

Dans le 20<sup>e</sup>, les mobilisations de soutien aux jeunes majeurs et aux familles sans papiers et la lutte des travailleur-euse-s sans papiers a permis de modifier en profondeur les consciences. Les personnes sans papiers sont dans leur écrasante majorité avant tout des travailleur-euse-s qui travaillent dans les secteurs non délocalisables tels que le bâtiment et les travaux publics, le nettoyage, la restauration, l'aide à la personne, la sécurité, les entreprises et agences d'intérim etc. Mobilisés durant plus d'une année à la Porte des Lilas, près de Ménilmontant et à Maraîchers notamment, ces travailleurs ont, pour la plupart, obtenu leur régularisation avec le soutien d'habitants, syndicats et organisations politiques dont de nombreuses forces issues du Front de Gauche.

Tous les sans papiers doivent être régularisés pour solder la situation laissée par la droite. Nous devons exiger l'égalité des droits. Les députés du Front de Gauche exigeront l'instauration d'un titre de séjour unique, la carte de 10 ans pour garantir à toutes et tous le droit à une vie privée et familiale et le droit au travail.

## **Pour une gestion et un développement démocratique et humaniste des équipements et services**

Pour mettre réellement en œuvre notre projet « l'Humain d'abord », il ne suffit pas de construire et d'aménager l'espace ; il faut accueillir, conseiller, éduquer, ouvrir des perspectives à la population, adapter les activités aux besoins et aux choix des habitants et associer ceux-ci à la gestion et à l'animation des équipements et structures qu'ils fréquentent.

L'humanisation de la gestion des services de proximité et équipements publics du 20<sup>e</sup> nécessite un personnel qualifié et compétent. Pour cela, la revalorisation du

statut des personnels dans le secteur social, socioculturel, d'animation culturelle et sportive est une urgence.

Ce sont eux qui sont les plus à même d'assurer la prévention dans tous les domaines et de rétablir les liens sociaux et familiaux malmenés par la crise qui, bien au delà de la situation économique, atteint tous les secteurs de la vie en société.

Les services publics, y compris ceux de la Ville de Paris, souffrent d'un manque d'effectifs pour assurer dans les meilleures conditions l'accueil des habitant-es. Souffrance au travail, surcharges de travail et non reconnaissance, précarisation de plus de 20 % des agents (CDD, contrats aidés, vacances...), nous devons stopper le démantèlement des services publics. Nous refusons la précarité dans le secteur privé comme dans le secteur public. L'État et la Ville de Paris doivent être exemplaires en terme de stabilité et de qualité de l'emploi.

Nous engagerons un plan de création d'emplois dans le 20<sup>e</sup> pour la petite enfance, l'animation et le personnel scolaire, la culture et le sport... le social et le médical... Nous municipaliserons les services publics privatisés comme le nettoyage. Nous créerons un service d'accueil et de soutien aux femmes victimes de violences, en lien avec le réseau associatif et institutionnel.

Nous engagerons un plan de titularisation de 100 %, dont la création de postes à temps complets. Pour ceux et celles qui ne pourraient pas être titularisés, nous créerons de nouveaux droits salariaux, car la précarité des emplois touche une majorité de femmes, de jeunes et souvent de personnel constitué d'étrangers non communautaires.

Une politique d'égalité : au sein des services publics, nous engagerons une politique d'égalité salariale femme-homme. Nous veillerons aussi à stopper toutes formes de discriminations liées à la couleur de la peau, l'orientation sexuelle... Nous développerons des interventions, en lien avec le monde associatif, concernant une éducation non sexiste et anti-discriminations dès la petite enfance et dans tous les espaces de socialisation.

## **La sécurité passe avant tout par la présence humaine**

Cela ne nous empêche pas de penser que l'amélioration de la condition de vie dans les quartiers passe également par la mise en place d'une politique de sécurité. Mais à la différence d'autres mouvements et candidat-e-s aux élections, nous n'oublions pas que la sécurité est avant tout une question de solidarité entre les territoires.

A Paris, la première étape essentielle est de revenir sur les baisses d'effectifs dans la police nationale. Depuis deux ans, ce sont 400 postes de policiers qui ont été supprimés sur tout Paris. Ces baisses d'effectifs sont d'autant plus intolérables qu'elles se sont surtout répercutées sur les arrondissements les plus populaires, déjà affai-

blis par la casse généralisée des services publics. Alors qu'il y a 1 policier pour 61 habitants dans le 1er arrondissement, le 20<sup>e</sup> n'en compte qu'un pour 531 habitants. A rebours de l'installation des caméras de vidéosurveillance, nous avons besoin d'une police de proximité, une police qui va au contact de la population. Les méthodes ultra-sécuritaires défendues par Nicolas Sarkozy pendant les dix années pendant lesquelles il a dirigé la Police Nationale, ont largement prouvé leur inefficacité.

Il faut par ailleurs mettre un terme aux contrôles aux faciès qui dans le cadre de la politique du chiffre n'ont cessé d'augmenter. Pour ce faire les députés du Front de Gauche reprendront la proposition issue des milieux associatifs en faveur de l'instauration d'un reçu signé et daté, localisé et motivé lors des contrôles d'identité.

Pour un accès aux droits pour toutes et tous !

Le financement par l'État du Conseil départemental de l'accès aux droits est insuffisant. Résultat, les permanences juridiques des Points d'accès aux droits croulent sous les demandes. Il faudra augmenter les moyens alloués afin de développer les permanences juridiques, notamment concernant le droit du travail, le droit des étrangers, les droits des femmes (et contre les violences), le droit des consommateurs, la lutte contre les discriminations...etc.

### **Ce ne sont pas les pauvres qu'il faut chasser, mais la misère qu'il faut éradiquer !**

Les marchés des biffins, marchés aujourd'hui non autorisés en pleine rue de revente d'objets usagers, se sont développés à Belleville, à la porte de Montreuil et Bagnolet du fait de la crise. Pour le Front de Gauche, il est urgent de sortir du *statu quo*.

Dans ces marchés, on retrouve des retraités aux trop faibles pensions, des travailleurs précaires des sans-papiers, des Roms, exclus, discriminés, sur le marché du travail. La situation est invivable pour les commerçants, les riverains mais aussi pour les revendeurs et les acheteurs. Une politique uniquement répressive ne résoudra rien sur le long terme, car elle ne fait que déplacer momentanément le problème. Ce ne sont pas les pauvres qu'il faut chasser mais la misère qu'il faut éradiquer.

La politique du Front de Gauche (revalorisation du SMIC et des minima sociaux, retraites à 60 ans et à taux plein, avec aucune pension inférieure au smic, de défense de l'emploi, et des droits des chômeurs, régularisation des sans papiers, permettra de réduire le nombre de personnes obligées pour survivre de vendre sur ces marchés.

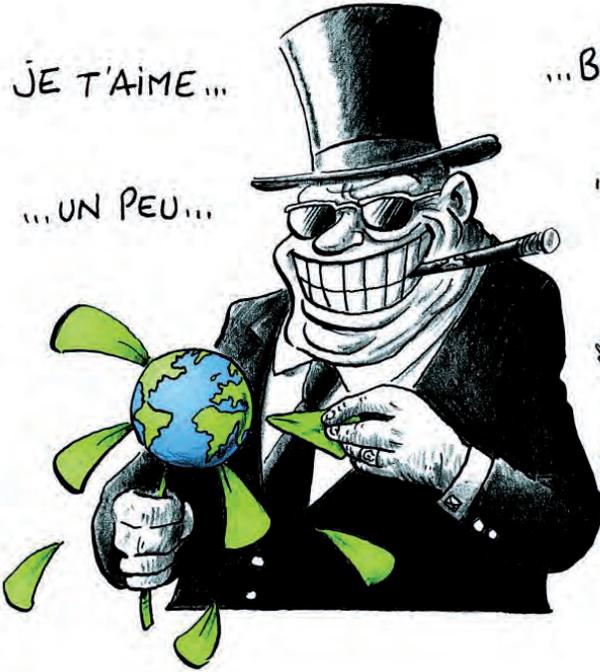
Nous proposons la création de ressourceries pour récupérer les vieux objets en offrant des emplois d'insertion, et d'espaces régulés, carré des biffins ou autres, de petite taille et répartis en Ile-de-France (dans le 20<sup>e</sup>, à Paris et en banlieue), en plusieurs endroits, afin de limiter les dégradations de l'espace public provoquées par l'inorganisation et l'afflux de personnes trop nombreuses et concentrées.

JE T'AIME...

...UN PEU...

...BEAUCOUP...

...PAS DU TOUT!



LARDON

# 9

## LE BIEN VIVRE ET L'URGENCE ÉCOLOGIQUE !

**Le marché est responsable des crises écologiques et sociales. Il fait passer les profits avant la réponse aux besoins fondamentaux. Sortir des crises écologiques et sociales, c'est prévoir dans le temps la transition écologique à l'échelle locale jusqu'à l'échelle globale nationale : du 20<sup>e</sup> arrondissement jusqu'à l'ONU en passant par l'Europe et le Parlement français.**

**Nous devons sortir de la logique du profit immédiat pour le long terme de l'intérêt général !**

### **Une nourriture saine pour toutes et tous**

Alors que l'agriculture a la capacité de nourrir le monde, une personne sur sept souffre de la faim ! Dans les pays du Sud, ce sont essentiellement des paysans qui n'arrivent pas à vivre du revenu de leur travail, du fait de la concurrence de l'agriculture capitaliste ou des importations à bas prix. Mais en France et notamment à Paris, la question de la nourriture et de l'accès de toutes et tous à une agriculture saine est importante, bien peu d'habitants aient les moyens d'acheter du bio et des produits sans pesticides. Il en va pourtant de notre santé et de celle de nos enfants !

### **Contrairement aux autres partis, le Front de Gauche propose une réponse cohérente :**

- L'extension progressive de l'obligation de produire sans pesticides les produits que nous consommons à Paris,
- Augmenter les salaires, avec notamment le SMIC à 1700 euros, pour faciliter l'accès à une bonne alimentation et soutenir la production des paysans : c'est un véritable cercle vertueux que nous voulons créer !
- Défendre et protéger les agriculteurs et les paysans contre la concurrence pour qu'ils puissent développer une véritable production biologique sans être sous la pression des multinationales qui obligent à utiliser les pesticides,
- Imposer la relocalisation de la production agricole, via notamment la reconversion des terres agricoles d'île de France vers la production biologique,
- Favoriser la vente de la production locale via le soutien aux AMAP et aux circuits courts dans tous les quartiers du 20<sup>e</sup>
- Soutenir l'économie sociale et solidaire qui tient une place centrale pour sortir de la logique des échanges marchands et pour recréer du lien social
- Augmenter la part de l'agriculture biologique dans les écoles et les marchés publics de l'arrondissement.

## **L'énergie, un droit fondamental**

L'énergie est un droit fondamental car il est la condition d'accès à tous les autres droits : que seraient nos écoles, nos hôpitaux ou encore nos transports en commun sans l'accès garanti à l'énergie? En France et à Paris notamment, la précarité énergétique est un fléau. Elle touche 10 millions de personnes en France qui ont du mal à se chauffer ou à s'éclairer. Les politiques de l'Europe libérale ont considérablement détruit nos services publics, en particulier celui de l'énergie. Si nous les laissons faire, le prix de l'électricité augmentera encore de 30% dans les 5 prochaines années !

Le Front de Gauche propose un programme pour que la facture énergétique ne soit plus un souci :

- Créer un service public de l'énergie pour garantir le droit d'accès à tous contre l'augmentation des factures,
- Une tarification progressive avec la gratuité des premières tranches d'électricité et la taxation des très fortes consommations,
- Et parce que l'énergie la moins chère et la moins polluante est celle que l'on ne consomme pas, le Front de Gauche propose la rénovation énergétique des bâtiments de Paris et de France lorsqu'elle est nécessaire avec en priorité la rénovation des « passoires thermiques »,
- Organiser un débat décentralisé dans tout le pays pour organiser la transition énergétique de la société et trancher les décisions démocratiquement par référendum,
- Sécuriser les centrales nucléaires comme celle de Nogent-sur-Seine à quelques kilomètres de Paris.

## **La lutte contre le productivisme : l'exemple de l'envahissement publicitaire**

Notre espace parisien est saturé de publicité. Il s'agit ni plus ni moins d'une pollution visuelle, qui plus est au service du capitalisme. En imprimant sans cesse les messages publicitaires, nous devenons plus perméables à la consommation de biens inutiles. Le Front de Gauche s'est battu fermement pour le nouveau règlement local de publicité de Paris qui impose de fortes restrictions à la publicité qui abîme nos paysages et dégrade notre qualité de vie. Il est encore malheureusement insuffisant et nous proposons de nombreuses avancées dans ce domaine, rejoignant là les revendications des collectifs de résistance à l'agression publicitaire.

# 10

## DÉMOCRATIE ET CITOYENNETÉ

### **Une nouvelle loi pour la démocratie et le budget participatif, pour aller plus loin dans le 20<sup>e</sup>**

Le 20<sup>e</sup> a été novateur en matière de démocratie participative, mais marque le pas depuis quelque temps : si l'expérimentation du budget participatif a réussi à se pérenniser, les réunions de certains conseils de quartier se font plus rares.

La dynamique de la démocratie participative n'est pas toujours facile à alimenter en période de crise, et cela joue. Mais il faut également savoir que des débats politiques existent au sein de la majorité municipale, tant dans le 20<sup>e</sup> qu'à Paris. Et tous les partenaires ne partagent pas le volontarisme des élus communistes et du Parti de Gauche, qui souhaitent généraliser les pratiques de démocratie et de budgets participatifs.

Il faut obtenir cette généralisation, comme le prévoit le programme du Front de Gauche. Nous proposons l'inscription de la démocratie participative dans la constitution, et que des lois imposent sa mise en œuvre dans tous les domaines de l'action publique, y compris dans la gestion des collectivités locales.

Ce sera le moyen d'imposer des réunions régulières de conseils de quartier, et la généralisation des budgets participatifs. Le 20<sup>e</sup> ne doit plus être une exception : les citoyens ont le droit de débattre librement de la gestion de leur collectivité et de son budget.

Cela doit également se traduire par le développement, dans l'ensemble des services publics, de l'implication citoyenne des salariés et des citoyen-ne-s usager-e-s ou encore par l'instauration de commissions de transparence dans l'octroi des subventions aux associations.



# 11

## SOUTENIR LA VIE ASSOCIATIVE ET L'ÉDUCATION POPULAIRE !

Les associations constituent un des piliers essentiels de notre démocratie, contribuent à l'intérêt général social et écologique, participent à la création de richesses souvent immatérielles mais également à l'emploi. Surtout, elles créent du collectif, de l'implication citoyenne, vitale pour notre République.

**Nous pouvons nous enorgueillir que le 20<sup>e</sup> arrondissement soit particulièrement riche de vos dynamiques plurielles. Mais jusqu'à quand ?**

Oui, les associations du 20<sup>e</sup> comme d'ailleurs sont aujourd'hui fortement menacées. Les subventions de la Ville de Paris ont diminué globalement au moins de 10%, et que dire des subventions nationales ! Et pourtant, personne n'ose imaginer ce que serait la vie locale et nationale sans les associations.

Depuis une dizaine d'années, elles payent de plein fouet les politiques libérales et l'austérité. L'État se désengage. Les collectivités locales, ayant des compétences accrues sans des moyens en conséquence, sont souvent amenées à les considérer comme des variables d'ajustement. Les associations sont donc condamnées à une double peine.

Progressivement, elles ont cessé d'être reconnues comme des partenaires, et ont été assimilées à des entreprises, des prestataires de services mis en concurrence. Cette dérive s'aggrave en se camouflant derrière une soi-disant adaptation d'une directive européenne depuis la circulaire Fillon du 18 janvier 2010.

Certaines tentent de résister, d'autres ont été obligées d'accepter d'entrer dans cette logique perverse du code des marchés et des appels d'offre. Nombre d'entre elles sont sinistrées. Quand elles n'ont pas mis la clef sous la porte, elles se battent pour leur survie au quotidien.

Pourtant, les associations sont des corps intermédiaires irremplaçables pour mettre en place des actions collectives d'éducation citoyenne, de culture, de solidarité, de fraternité. Où, à tous les âges de la vie, on œuvre ensemble à l'émancipation. On porte des projets, on résiste à d'autres, on construit des revendications, de la culture partagée, de l'échange, bref on fait lien sous mille formes et en liberté.

Pour que cette liberté d'association, reconnue dans la constitution, dans la déclaration universelle des droits de l'homme, dans la charte européenne des droits fondamentaux soit effective, il faut stopper la spirale de la RGPP, de la réforme des collectivités territoriales. Il faut supprimer la circulaire Fillon.

### **Les députés du Front de Gauche s'engagent à :**

- Refuser les politiques d'austérité et de réduction des dépenses publiques, qui se traduisent en premier chef par la baisse des moyens alloués aux associations.
- Etablir de nouveaux rapports avec l'état et les collectivités territoriales. Il faut des engagements clairs entre partenaires : des conventions de subventionnement de fonctionnement plutôt que des appels à projets qui mettent en concurrence les associations. Et la fin de la procédure de marché d'appel d'offres !
- Créer un Ministère de l'éducation populaire et des libertés associatives pour engager un réel soutien financier et humain aux associations, à l'éducation populaire et à l'économie sociale et solidaire.
- Impliquer à tous les niveaux les associations dans les politiques qui les concernent par l'élaboration d'une charte de principe définissant les critères de soutien et de financement des associations par secteur d'intervention, l'exclusion des entreprises lucratives des secteurs d'activité répondant à l'intérêt général (petite enfance, culture, santé, solidarité, éducatif...) dans les financements publics, la création d'un observatoire national de la vie associative, des commissions d'attribution de subventions transparentes à tous les niveaux...etc.
- Permettre et encourager l'implication dans le mouvement associatif ! Mieux reconnaître et valoriser l'engagement associatif dans la validation des acquis, la prise en compte de l'engagement bénévole dans les points de retraite ou dans le parcours universitaire et le droit pour les responsables associatifs de disposer d'une disponibilité prise sur leur temps de travail. Défendre également les droits des salariés associatifs.

Avec le Front de Gauche, nous souhaitons donner toute leur place et leur rôle aux associations dans la construction de projets de quartier, impliquant les habitant-e-s, valorisant une démarche d'éducation populaire. Le projet d'émancipation globale que nous défendons en dépend.

# 12

## COMMENT FINANCER ?

**Par le réengagement de l'État**

**Par la mise en place de ressources spécifiques à l'Ile-de-France et à Paris**

Pour mettre en œuvre les propositions énoncées par le Front de Gauche, il faut bien entendu de nouvelles ressources. Pour nombre d'entre elles, elles doivent être dégagées par le budget de l'État : c'est le cas en particulier des embauches à réaliser dans l'Éducation Nationale et dans l'hôpital public, ou des moyens à dégager par l'État pour le renouvellement urbain ou la couverture du périurbain. Ces ressources seront dégagées par la réforme fiscale que propose le Front de Gauche : suppression des niches fiscales, augmentation des impôts pour les plus fortunés, taxation des revenus financiers, taxation du capital à hauteur du travail...

Mais pour nombre d'autres propositions, des mesures fiscales spécifiques à l'Ile-de-France sont nécessaires. C'est le cas dans le domaine des transports, domaine pour lequel nous proposons une réforme du versement transport des entreprises, qui doit pouvoir être fixé librement par le Syndicat des Transports d'Ile-de-France. C'est le cas aussi en partie pour le logement : le Front de Gauche propose qu'une surtaxe spécifique sur les droits de mutation soit appliquée dans les villes ou arrondissements ne disposant que de moins de 10% de logements sociaux. Cela permettra de générer des centaines de millions de recettes annuelles, qui seront bien utiles pour la relance de la construction de logements sociaux.

Il faut également donner les moyens aux collectivités d'avoir recours à l'emprunt sans dépendre des marchés financiers. Les élu-e-s communistes et du Parti de Gauche se sont opposés à ce que la Ville de Paris finance ces agences de notation à la solde des marchés ; mais les députés du Front de Gauche défendront la création d'un pôle public bancaire, qui permettra ces emprunts à taux nul, voire très faible. Ainsi les collectivités pourront réellement se projeter dans l'avenir au travers d'une politique d'investissement ambitieuse, soucieuse des besoins sociaux et écologiques en terme d'équipements. Gouverner face aux banques, avec le Front de Gauche, on peut !

Et enfin il faut que les collectivités locales retrouvent leur autonomie fiscale, et puissent comme par le passé (avant la suppression de la taxe professionnelle) faire contribuer les acteurs économiques de leur territoire. C'est indispensable en particulier à Paris, où les besoins d'investissements sont très importants et où les capacités contributives des acteurs économiques sont très fortes.

# LES CANDIDAT-ES DU FRONT DE GAUCHE DANS LE 20<sup>e</sup>



6<sup>e</sup> CIRCONSCRIPTION  
(11<sup>e</sup>-20<sup>e</sup>)

**Danielle SIMONNET**

Conseillère de Paris,  
Élue du 20<sup>e</sup>,  
Parti de Gauche

SUPPLÉANT

**Adrien TIBERTI**

Responsable du PCF 11<sup>e</sup>

CONTACTS

[simonnet.danielle@gmail.com](mailto:simonnet.danielle@gmail.com)  
[www.daniellesimonnet.fr](http://www.daniellesimonnet.fr)

15<sup>e</sup> CIRCONSCRIPTION  
(20<sup>e</sup>)

**Didier LE RESTE**

Syndicaliste cheminot,  
Responsable du PCF

SUPPLÉANTE

**Sophie de  
LA ROCHEFOUCAULD**

Comédienne

CONTACTS

[www.didier-le-reste.fr](http://www.didier-le-reste.fr)  
3, Place des Grès 75020  
tél. 01 43 70 58 09  
[contact@didier-le-reste.fr](mailto:contact@didier-le-reste.fr)

8<sup>e</sup> CIRCONSCRIPTION  
(12<sup>e</sup>-20<sup>e</sup>)

**Alexis CORBIÈRE**

Conseiller de Paris,  
1<sup>er</sup> adjoint à la Maire du 12<sup>e</sup>  
Parti de Gauche

SUPPLÉANTE

**Catherine CHABOT**

Syndicaliste,  
Maternité des Bluets  
Militante du PCF

CONTACTS

[alexis.corbriere@gmail.com](mailto:alexis.corbriere@gmail.com)  
[www.alexis-corbriere.com](http://www.alexis-corbriere.com)

*l'humain  
d'abord*